

## 2024 : une année sidérante !

Alain ARNAUD  
Président du CIRIEC-France



Au-delà des grands moments de rassemblement et de fraternité de cette année qui se termine – Jeux Olympiques et Paralympiques – front républicain aux élections législatives anticipées – reconstruction historique de l'un des plus emblématiques fleurons du patrimoine français, on ne peut pas dire que 2024 laissera dans les esprits l'image d'une France apaisée, confiante dans son avenir, en capacité de s'inscrire pleinement dans la transition du monde. Bien au contraire, les craintes exprimées en début d'année se sont encore renforcées en cette fin d'année.

Le spectacle désastreux que nous donnent les partis politiques empêtrés dans leurs calculs politiques et leurs jeux de cour d'école n'incite pas à l'optimisme, bien au contraire, alors qu'il y a une demande urgente de répondre aux aspirations profondes de beaucoup de nos concitoyens confrontés à la difficulté de boucler les fins de mois et inquiets pour l'avenir. Il s'agit moins aujourd'hui de pointer du doigt les responsabilités de la situation politique, économique et financière dans laquelle le pays se trouve, cela viendra en son temps par le canal des urnes, que de trouver impérativement les voies et moyens d'un consensus républicain pour nous remettre dans le sens de la marche. A défaut, nos concitoyens viendront encore grossir les rangs des antisystèmes et des bonimenteurs qui savent exploiter les peurs et attiser les haines.

Si celles et ceux qui sont appelés à gouverner dans ce contexte si délétère manquent d'imagination, il leur suffit d'écouter ce que les corps dits intermédiaires, experts et acteurs du terrain, proches des citoyens, ont à dire sur la manière de réparer la démocratie et d'améliorer le vivre ensemble. Ainsi le dernier Rapport annuel sur l'état de la France du Conseil économique, social et environnemental met en évidence les principales préoccupations des Français et les pistes de solutions pour les satisfaire. Le CESE, 3<sup>ème</sup> chambre constitutionnelle de la République est bien en effet le lieu de rassemblement et de travail commun des représentants de la société civile. Il leur suffit d'écouter aussi celles et ceux qui préconisent de gérer l'économie autrement pour s'inscrire dans un développement durable juste et solidaire. L'économie sociale et solidaire a en effet des atouts à faire valoir, en termes de performance économique, de système de valeurs, de réponse aux besoins sociaux. L'ESS est également un allié puissant des acteurs publics avec lesquels elle peut construire des synergies pour contribuer à un intérêt collectif indispensable pour vivre en harmonie dans les territoires. De nombreuses initiatives et réalisations ont lieu localement avec une jeunesse qui entreprend, et elles sont autant d'exemples à suivre et de pratiques à partager. C'est bien dans cet esprit que tout au long cette année 2024 le CIRIEC n'a pas ménagé ses efforts pour mener ses travaux de recherche et d'information, malgré le contexte difficile. Le 34<sup>ème</sup> congrès international tenu au Costa Rica en octobre, le Forum Africain sur l'ESS au Cameroun en mai, les conférences organisées au CESE en juin et à la Cité du développement durable à Paris en novembre, la publication de plusieurs ouvrages de la collection 'Economie collective et territoires', l'élaboration d'un rapport commandé par ESS France sur la place et le rôle des acteurs de l'ESS dans le système de santé social, ont principalement nourri le programme de travail du CIRIEC-France au cours de cette année écoulée. Pour reprendre la conclusion de l'article de notre Président d'honneur, Marcel Caballero, dans ce dernier numéro de la Lettre mensuelle, « *le CIRIEC contribue à cette promotion du collectif. Par la recherche et l'information, il s'emploie à diffuser ces initiatives collectives et à encourager leur convergence vers un projet commun d'économie des besoins* »

Que les différents experts et universitaires qui ont contribué à ces travaux, les 20 organisations et 101 membres individuels qui soutiennent l'association en soient remerciés. Nous comptons bien entendu sur toutes et tous pour l'année 2025 qui s'annonce d'ores et déjà dense et qui ne laissera pas le CIRIEC désœuvré. ■

**L'EQUIPE DU CIRIEC VOUS SOUHAITE DE TRES BONNES FETES !**

# Jouer collectif, c'est jouer gagnant

Marcel CABALLERO  
Président d'honneur du CIRIEC-France



Jour après jour, chez nous comme ailleurs, l'actualité met à nu les nombreuses fractures qui fragmentent les sociétés. Face à cette réalité mortifère, quelques voix appellent à retisser du lien social.

Notre devoir est de répondre à ces appels salutaires et urgents en nous opposant aux dérives d'un système où l'égoïsme est érigé en vertu, où la méfiance, voire l'hostilité envers l'autre, le différent ou l'étranger sont exacerbées par des irresponsables qui incitent à dénoncer les comportements jugés suspects et y contribuent par le mensonge, la délation, la surveillance et l'exclusion.

Souvent guidés par des calculs électoralistes, ces irresponsables prétendent exprimer le bien commun dont ils ont parfois la charge aux plus hauts niveaux des États. Leur médiocrité le dispute à leur cynisme. Ils mériteraient l'apostrophe qu'Albert Einstein adressait à ceux qui prennent plaisir à marcher en rangs au son d'une musique guerrière : « *Je les méprise profondément. Ils ont reçu le cerveau par erreur, la moelle épinière leur suffisait amplement* ». Ces Pères Fouettards sont souvent ceux qui ne s'intéressent qu'aux performances individuelles, qui préfèrent le particulier au général, qui, de l'école à l'entreprise en passant par le stade, organisent la compétition au détriment de la coopération, qui applaudissent à l'exploit solitaire ou clanique et qui subordonnent la classe au groupe et le groupe à l'individu ; en un mot, qui placent chacun devant sa mangeoire individuelle, avec le pain et le cirque pour unique menu.

Dès lors, comment s'étonner que l'actualité nous fournisse de nombreux exemples de replis sur soi, de comportements identitaires et de transgressions des normes communes élaborées au fil du temps, souvent de haute lutte, pour précisément tisser ce lien social garant de la capacité de vivre ensemble dans le respect des différences et dans l'affirmation de l'universalité de valeurs et de règles d'autant mieux acceptées qu'elles s'appliquent à tous ?

Heureusement, l'actualité est aussi marquée par un foisonnement d'initiatives à contre-courant du modèle que l'on voudrait nous imposer. Sur le plan économique, l'essor des coopératives, des associations et d'autres formes d'entreprendre et de gérer collectivement et démocratiquement, sans accaparement individuel des fruits de l'effort commun ou encore le retour de l'entreprise publique, notamment au niveau des territoires, témoignent de la demande d'une économie au service du bien commun.

Dans son domaine de compétences, le **CIRIEC** contribue à cette promotion du collectif. Par la recherche et l'information, il s'emploie à diffuser ces initiatives collectives et à encourager leur convergence vers un projet commun d'économie des besoins.

Preuves à l'appui, nous nous efforçons ainsi de démontrer que jouer collectif, c'est jouer gagnant. ■

# De 2024 à 2025 : continuons à agir ensemble

Jean-Louis CABRESPINES

Délégué général du CIRIEC-France



Nous voilà au terme de cette année 2024, cette fameuse année des 10 ans de la loi sur l'ESS.

Et nous pourrions nous féliciter des avancées qu'il y a eu durant ces 10 ans : une meilleure connaissance et une reconnaissance de ce que sont les entreprises de l'ESS, une organisation qui permet d'être plus et mieux entendu (tant dans la représentation des mouvements que des employeurs), des acteurs nationaux et régionaux de plus en plus impliqués, une prise en compte de l'importance des structures dans le développement territorial...

Mais cela ne suffit pas et nous continuons à ne représenter que 10% du PIB et 14% des emplois privés. Nous savons tous que notre croissance ne peut passer que par un changement profond de la prise en considération de ce que nous sommes et de ce que nous faisons, en particulier dans notre relation de structures complémentaires des politiques publiques.

L'ESS a été particulièrement maltraitée en cette fin d'année et elle se retrouve dans une situation qu'elle n'a jamais connue à cette ampleur, avec des risques importants pour les entreprises, avec des secteurs d'activité dans lesquelles des réponses ne seront plus apportées.

Le contexte économique, social et surtout politique ferait dire à Elisabeth II qu'il s'agit d'une « annus horribilis » pour tous.

Dès lors nous devons regarder les aspects positifs de ce que nous avons pu faire durant cette année, tant au plan national qu'international. Mais nous ne pouvons pas ignorer les entreprises et associations disparues, les restrictions de crédits qui mettent en danger les actions dans les territoires, l'absence de dialogue (ou plus exactement les césures successives dans le dialogue en fonction de la présence ou non d'interlocuteurs au sein du gouvernement).

Parallèlement, nous constatons combien l'ESS est un mode d'économie qui, dans de nombreux pays, devient une véritable alternative aux entreprises capitalistes, mais aussi dans la lutte contre l'économie souterraine, nous constatons l'investissement des citoyens dans la création de nouvelles formes d'entreprises dans lesquelles ce qui prime est l'humain et pas le capital.

Alors, entre constat défaitiste et espoir né des rencontres d'acteurs engagés dans cette autre forme d'économie, il nous reste à espérer et à œuvrer pour que, dans notre pays, 2025 soit une année qui prenne en compte réellement l'économie sociale et solidaire et consolide l'économie publique, toutes deux au service de l'intérêt général.

Plus que jamais, au CIRIEC-France comme au CIRIEC international, nous apporterons notre contribution à la prise en compte de ces deux formes d'économie aux valeurs communes, au service de tous. Nous continuerons à défendre nos convictions qu'il peut exister une autre forme d'économie plus respectueuse des hommes et des femmes, dans laquelle chacun peut s'engager et être acteur du développement économique et sociale de son entreprise et de son territoire.

Le CIRIEC-France souhaite donc à tous et à chacun de passer de bonnes fêtes de fin d'année et que ce soit la prémisse d'une année 2025 riche d'humanité tout en participant au développement économique de notre pays.

Il reste encore, en cette fin d'année, que nos dirigeants sachent s'entendre, sachent construire ensemble, sans ostracisme, dans le respect de valeurs humaines, pour l'intérêt de tous les citoyens.

Le CIRIEC-France y occupera toute sa place.

Bonnes fêtes à tous. ■

## > 10<sup>ème</sup> Conf. internat. de recherche en économie sociale

La 10<sup>ème</sup> Conférence internationale de recherche en économie sociale organisée par le CIRIEC-International aura lieu du 27 au 29 octobre 2025, à Bordeaux, sur le thème :



## « Le rôle de l'économie sociale et solidaire dans la transition socio-écologique »

- - Statistiques, rapports et mesures d'impact social de l'ESS • - L'ESS et les secteurs écologique et énergétique
- Écosystèmes territoriaux de l'ESS et transition • - Identités, hybridations et innovations de l'ESS
- Financement et modèles économiques de l'ESS • - Réseaux de l'ESS et politiques publiques
- ESS, éducation et droits civiques • - ESS, travail décent et économie informelle
- ESS, lutte contre la pauvreté et l'économie du soin • - ESS et système agroalimentaire
- Services publics communs et coopératifs • - SSE et intersectionnalité : classe, race, genre

> Note de cadrage disponible en [FR - EN - ES](#)

> L'appel à communications sera ouvert jusqu'au 15 janvier 2025.

> [+ INFOS](#)

Évènement co-organisé par:



## > Les Études du CIRIEC-France

### LE CARE AU CŒUR DES VALEURS DE L'ESS



- **Économie sociale et solidaire et production de care** / Amel SLIMANI, Carole BRUNET, Olivier BONED

- **La notion du care et l'approche mutualiste : Comment le care réinterroge la mutualité, entre tradition et renouveau** / Olivier BONED, Raphaël DETRIE

- **Une offre au service de la démocratie participative des personnes en situation de handicap psychique** / Lydie THEVENIN, Lucie GRAS

- **« A.I.M.E.R. » un concept de résidence bi générationnelle** / Jacky BONTEMS

- **Faire vivre le care** / Alain KOSKAS

- **Café des aidants®: un dispositif d'accompagnement des aidants et des professionnels dans les territoires** / Isabelle COTTET GIZOLME

- **Traces de Vies : tisser des liens qui libèrent** / Jean-Louis CABRESPINES, Céline DONNET

- **Prendre soin des morts et des vivants : le cas de la coopérative funéraire de Rennes** / Carole BRUNET, Amel SLIMANI

- **Se mobiliser pour maintenir une bonne santé mentale des jeunes : un devoir générationnel** /

Guy BENAMOZIG

- **Prendre soin de la terre et des personnes: le cas de l'association Halage** / Amel SLIMANI,

Carole BRUNET

> [+ INFOS](#) > [TELECHARGER](#) > [Collection Économie collective et territoires | CIRIEC-France](#)

## Financements et libertés associatives : une urgence démocratique

Jean-Philippe MILESY  
Secrétaire général de l'Institut Polanyi



Le 11 décembre, le Comité Economique, Social et Environnemental (CESE) que préside Thierry Baudet, offrait aux acteurs associatifs un droit de suite à l'Avis sur le financement des associations, présenté par Dominique Joseph et Martin Bobel, en juin 2024.

Dans le contexte actuel d'errements politiques et budgétaires, une telle rencontre revêtait une importance particulière.

Les associations se trouvent en effet prises en étau entre une marchandisation, marquée par leur mise en concurrence, et la mise en cause des libertés associatives dont l'acmé est le mésusage du contrat d'engagement républicain, le tout à partir d'une doxa libérale autoritaire.

Laissant la parole à de très nombreux responsables associatifs, du Secours populaire à la Fédération nationale des centres de santé, en passant par l'UFOLEP et le Rameau, la manifestation se poursuit par deux tables rondes sur deux sujets essentiels : celui de l'Europe et celui des alliances.

Le débat sur « Europe, intérêt général, marché intérieur et libertés » montra l'indissociabilité des questions de marchandisation et de libertés présentée par Me Marion Ogier, ce que confirma dans son intervention vidéo de Giuseppe Guerini, membre du Comité économique et social européen.

L'intervention de Marie Boscher, de la Direction du marché intérieur de la Commission européenne posa la question du cadre juridique de l'action des associations au sein du cadre européen. Elle évoqua notamment le projet de directive sur les associations transfrontalières qui, avec le programme d'action ESS de l'UE, représente à ses yeux une reconnaissance du fait « non lucratif » et l'ouverture de perspectives pour les associations.

Me Thierry Guillois, regretta que la proposition se place sous l'égide du Marché unique dont la règle d'or est la concurrence. Le corédacteur du rapport du Haut conseil à la vie associative (HCVA) de 2021 sur « *l'impact de la concurrence lucrative sur le modèle économique associatif et sur la multiplication des exclusions* » invita tout au contraire de se placer sous celle des articles 106 et 107 du Traité fondamental de l'Union européenne (TFUE) sur les services économiques d'intérêt général qui pourraient ouvrir la voie à l'exonération pour les associations et les services publics de l'application stricte de la doxa libérale concurrentielle. Thierry Guillois en appela à une mobilisation des acteurs de l'ESS et notamment associatifs autour de cette question.

Le débat sur les « Alliances et actions pour le futur » fut marqué par l'intervention — aux côtés de Marion Lelouvier, présidente du Centre français des fonds et fondations, et de Lionnel Rainfray, président du comité ESS du Medef — de Benoît Hamon, président d'ESS France qui insista sur le lien entre le développement et les libertés associatives et la démocratie, menacée dans notre pays. Dans sa suite Mohamed Gnabaly, maire de l'Île-Saint-Denis et vice-président de l'Association des Maires de France, montra, à travers des exemples concrets, ce lien entre l'action des associations et la démocratie sur son territoire.

La manifestation clôturée par Claire Thoury, présidente du Mouvement associatif et membre du CESE, montra combien celui-ci s'impose de plus en plus comme un lieu vivant du dialogue entre les acteurs du social et de la société civile en un temps où tant l'ESS que le Conseil se trouvent voués aux mêmes gémonies par une extrême-droite qui se voit aux portes du pouvoir. ■



## > Social Economy News

Le service « Social Economy News » est proposé par le CIRIEC-International en partenariat avec le CIRIEC-Espagne. Ce service est disponible en 3 langues (EN, ESP, FR) > <http://www.socialeconomynews.eu/>

> Abonnez-vous directement à cette news [ICI](#) > SEN#34 de novembre 2024 est disponible [ICI](#)



### Contenu:

- Personnalité du mois : [Anthony RATIER](#) à propos des Rencontres du Mont Blanc du 16 janvier 2025 .
- [L'ACI organise sa conférence internationale à New Delhi](#) , avec 3 000 participants pour assister au

lancement de l'Année internationale des coopératives 2025

- [Les coopératives européennes](#) se rassemblent pour une Europe durable et compétitive et formulent [des priorités pour la législature européenne 2024-2029](#)
- [Le Comité économique et social européen préconise de nouvelles mesures pour faciliter l'accès de l'économie sociale aux marchés publics](#)
- [Le 11e Congrès européen des agriculteurs](#) appelle à un avenir durable et compétitif
- Le CIRIEC-Espagne encourage les universités d'Europe et d'Amérique latine à participer au [Rapport sur l'enseignement universitaire dans le domaine de l'économie sociale](#)
- [Le CIRIEC-Espagne tiendra son XXe Congrès international de chercheurs en économie sociale du 2 au 4 avril 2025, à Jaén](#)
- [La France célèbre le Mois de l'Economie Sociale et Solidaire 2024](#) et alerte sur les conséquences pour le secteur de la nouvelle loi de finances
- [La conférence annuelle de la FEBEA](#) - Fédération européenne des banques éthiques et alternatives - regorge de jeunes et d'unité pour un mouvement socialement transformateur.

## > RECMA



### Loi de 2014 : une décennie de transformations et de défis

La RECMA, Revue internationale de l'Economie Sociale, soutenue par de grandes organisations de l'ESS, vient de publier un numéro double qui consacre un dossier exceptionnel à l'expérimentation « [Territoires zéro chômeur de longue durée](#) ».

TZCLD a pour objectifs de créer à la fois des emplois socialement utiles aux territoires et pour les personnes privées durablement d'emploi.

> [Commander le numéro ICI](#) > <https://shs.cairn.info/revue-recma?lang=fr>

## > Miroir Social



**Miroir Social** est un média double face :

- participatif pour permettre à l'ensemble des membres de [publier gratuitement](#), avec validation préalable
  - journalistique pour développer des [contenus complémentaires](#) sur abonnement
- Sur les 14 000 membres du média : - 42 % représentent le personnel - 35 %

représentent les directions - 23 % représentent des intervenants externes.

▪ [Les services](#) : - [Publiez gratuitement sur le média](#) - [Nos productions journalistiques sur abonnement](#) - [Parrainez nos rencontres](#) - [Accompagnement éditorial](#) - [Communiquez sur le média](#)

▪ [L'équipe](#) : - Rodolphe HELDERLÉ, Fondateur et responsable éditorial (06 60 97 59 85)  
- Jacky LESUEUR, Responsable des partenariats (06 24 06 42 91)

> [Accéder à la plateforme](#) > [commander le numéro ICI](#) > <https://shs.cairn.info/revue-recma?lang=fr>



Le collectif Galilée.sp est un think tank au sein du CIRIEC-France dédié au service public et aux fonctions publiques. Pour consulter les travaux > <https://galileesp.org/>

## > Notes de lecture



### « Le service public empêché »

Nadège VEZINAT

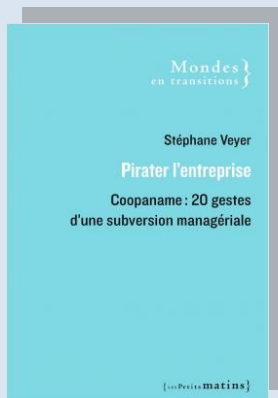
Fragilisé mais loin d'avoir disparu, le service public est aujourd'hui « empêché ». Plusieurs mécanismes l'entravent, le gênent, font obstacle à sa conduite et produisent confusion et insatisfaction chez les usagers, perte du sens de leur mission et souffrance au travail pour les agents, sentiment d'abandon et fatalisme chez les citoyens.

D'une entreprise ou d'une administration à l'autre (au sein de La Poste, de la SNCF, d'EDF, d'hôpitaux et d'autres services publics), les mêmes processus sont à l'œuvre : la libéralisation européenne favorise la concurrence, la marchandisation et la financiarisation fixent des objectifs de rentabilité, les privatisations bouleversent le statut des organisations qui produisent l'intérêt général.

Cet ouvrage se penche sur les effets de ces processus, sur les usagers comme sur les travailleurs.

Mais même si le principal effet de ces politiques est d'entraîner une désingularisation du service public, il n'empêche qu'il continue, malgré tout, de fonctionner.

> <https://www.puf.com/le-service-public-empeche>



### « Pirater l'entreprise »

Stéphane VEYER

(Présentation de Jean-Philippe MILÉSY)

Sous l'invitation à « *Pirater l'entreprise* » Stéphane Veyer nous propose une histoire et une analyse de la coopérative d'activités et d'emplois (CAE) Coopaname. Son travail pourrait être aussi sous-titré « *quand la partie éclaire le tout* ». En effet, à travers les vingt « gestes » qui sont autant d'angles d'approche des expériences et des perspectives de Coopaname, Stéphane Veyer nous propose des réflexions qui vont au-delà de la coopérative d'activités et d'emplois, et valent souvent pour l'ensemble des familles et structures de notre Économie sociale et solidaire.

Ainsi quand il souligne que « *Affirmer la coopération comme projet politique de transformation sociale est l'un des gestes les plus marquants de l'aventure coopaname* », Veyer s'inscrit dans la revendication d'une ESS d'émancipation telle qu'elle se trouve envisagée dans un ouvrage comme « *La Fabrique de l'Émancipation* » de Bruno Frère et Jean-Louis Laville. On retrouve aussi cette question dans « *Repenser le travail : une aspiration révolutionnaire* » de Thomas Coutrot et Coralie Pérez où les auteurs présentent les coopératives de travail comme un cadre possible pour un travail émancipateur. Cette dimension politique, l'auteur l'affirme à nouveau dans le chapitre, « Geste », sur la confrontation de Coopaname, comme de toutes les entreprises de l'ESS, avec la puissance publique. Autre question, Coopaname est-elle vraiment une coopérative ? Si l'auteur affirme la dimension de SCOP — en revendiquant l'ancienne appellation « ouvrière de production » — plutôt que l'approche « coopérative d'artisans » telle qu'elle pouvait apparaître dans les premières CAE, il s'interroge sur la vraie nature de Coopaname. Ainsi le chapitre « *Vers une mutuelle de travail* » ouvre, en l'approfondissant, un débat sur l'élargissement possible du champ des mutuelles, évoqué par Jean Sammut ou Adrien Couret dans les « *Vingt propositions pour changer le mutualisme* ». Ce faisant, sans transiger sur les principes fondateurs, et faisant écho à l'Associationnisme premier, il pose la question du dépassement des segmentations auxquelles ont été confrontés les acteurs de l'Économie sociale, puis de l'ESS. Si chaque « geste » demanderait un développement, comme celui par exemple des coopérations entre les acteurs, je m'arrêterai pour finir sur la formation. Stéphane Veyer, qui a fondé la Manufacture coopérative, notamment à partir de l'enseignement d'Henri Desroche, abondamment cité dans l'ouvrage s'agissant par exemple de la recherche-action et de l'idée d'entreprise apprenante, montre l'exigence de la formation dans un parcours d'innovation tel que celui de Coopaname. Mais cela vaut, ou devrait valoir, là encore pour l'ensemble de nos entreprises d'ESS.

Stéphane Veyer « *Pirater l'entreprise Coopaname : 20 gestes d'une subversion managériale* » (coll. Mondes en transition, éditions Les Petits Matins, 2024)



## « L'économie sociale, tout bénéf pour ma commune! » Une initiative wallonne inspirante pour la France

Au moment où nous devons plus que jamais faire valoir le poids effectif de l'ESS dans les territoires et ce que cela signifie pour le développement de ceux-ci, la Wallonie met en place une initiative qui devrait nous inspirer consistant à démontrer combien les actions de l'ESS sont importantes pour tous. À l'approche des élections communales d'octobre 2024 en Wallonie, une campagne de communication est lancée, visant à informer et sensibiliser les pouvoirs locaux à l'importance de l'économie sociale : « **L'économie sociale, tout bénéf pour ma commune!** »

Création d'emplois, lutte contre l'isolement et la précarité, transition énergétique, renforcement de la cohésion sociale, promotion de l'économie circulaire... Autant d'enjeux où les organisations d'économie sociale peuvent apporter des solutions innovantes et durables. Deux outils sont à la disposition des communes et des CPAS (Centre publics d'action sociale), pour en savoir plus :

1/ Une [brochure thématique](#) permet aux pouvoirs locaux d'explorer les secteurs clés comme l'énergie, la récup', l'alimentation durable, l'insertion socioprofessionnelle et les marchés publics. Cette brochure est disponible en deux versions, une pour la Wallonie et une pour Bruxelles, afin de mieux refléter les spécificités régionales.

2/ Le nouveau site <https://commune.economiesociale.be/> propose, quant à lui, une interface innovante permettant de visualiser des données clés de l'économie sociale par commune.

## « Expérimenter et transformer à partir des territoires » Nadine Richez-Battesti et Éric Bidet

### [Coll. Mondes en transitions – Les petits Matins](#)



Pôles territoriaux de coopération économique, start-up de territoire, tiers-lieux, ressourceries, plateformes coopératives... Les exemples d'innovation sociale sont nombreux, en France, mais aussi en Afrique, au Brésil ou en Corée du Sud. Lorsqu'ils sont portés par des acteurs de l'économie sociale et solidaire, ils permettent aux citoyens de se réappropriier les enjeux de transition et de construire ensemble des réponses adaptées.

Moins connue que l'innovation technologique, l'innovation sociale consiste à élaborer des réponses nouvelles à des besoins sociaux peu ou mal satisfaits, en impliquant la participation et la coopération des acteurs concernés, notamment les utilisateurs et les usagers. Reposant sur l'expérimentation, elle se déploie de façon diversifiée, mais toujours en collectif, souvent au sein des territoires, dans des interstices laissés vacants. Partout, elle est le fruit d'une mobilisation sociale et d'une action collective. Elle incarne une promesse de changement, elle nourrit de nouveaux récits et façonne des imaginaires solidaires dont nous avons plus que jamais besoin.

Les auteurs de cet ouvrage rassemblent ici les connaissances disponibles sur ce sujet, illustrées par de nombreuses initiatives de terrain, et explorent les conditions pour que l'innovation sociale se déploie encore plus largement.

## > Carnets de campagne



L'émission **Carnets de Campagne**, de France-Inter, est le rendez-vous des solutions d'avenir à toutes les questions de vie, de consommation, de formation, de santé, de production, de culture ou d'habitat.

Du lundi au vendredi, de 12h30 à 12h45.

> [Présentation](#) : [Dorothee Barba](#) > [site web](#) : [franceinter.fr](http://franceinter.fr)



## > Les Rencontres du Mont-Blanc 2025



Les **Rencontres du Mont-Blanc** reviennent, pour leur 11ème édition, le 16 janvier 2025, à Genève, au sein de l'Organisation Internationale du Travail. Cette édition mettra en lumière le **financement de l'économie sociale et solidaire (ESS)** et les relations entre ESS et entreprises traditionnelles.

> pour en savoir plus : [ESS Forum International](#)

## > Forum mondial de l'Économie sociale et solidaire



Le Forum mondial de l'Économie Sociale et Solidaire est devenu un événement majeur à l'échelle internationale. Son organisation est confiée tous les deux ans à une ville hôte par le GSEF. En 2025, après Séoul, Montréal, Bilbao, Mexico et

Dakar, c'est la ville française de Bordeaux qui accueillera cette 7ème édition du Forum, du 29 au 31 octobre.

Chaque édition du Forum mondial de l'ESS :

- **poursuit un objectif politique** en réunissant des élus et dirigeants du monde entier, des experts internationaux, des agences de développement, des réseaux et des acteurs de terrain qui s'engagent à promouvoir cette économie centrée sur l'humain et le respect de l'environnement. Une déclaration finale acte les engagements politiques se traduisant en une feuille de route pour les deux années à venir.

- **favorise les échanges d'expériences et d'expertises** mis en œuvre sur tous les continents. Des innovations réussies portées par les gouvernements locaux et l'ensemble des acteurs engagés dans l'ESS sont mises en avant à travers une programmation dense et coconstruite.

Au-delà du site des présentations et des échanges, le Forum rayonnera dans le temps et dans l'espace grâce à des parcours territoriaux, mais aussi à une programmation culturelle, une mise en valeur de l'ESS à destination de toutes et tous, participants comme grand public.

[Le comité scientifique composé de chercheurs et d'acteurs nationaux et internationaux](#) a défini un thème général ouvrant des portes à différentes sous-thématiques dont le contenu sera alimenté par les contributions venues du monde entier.

> **L'appel à contribution est lancé** : [Forum mondial de l'économie sociale et solidaire Bordeaux 29 30 31 Octobre 2025 \(bordeauxgsef2025.org\)](#)

# **CIRIEC-France**

Le CIRIEC est une organisation internationale non gouvernementale,  
issue de la revue *Les Annales de la régie directe*  
créée par le professeur Edgard MILHAUD, il y a plus d'un siècle.

Son objet est la recherche et l'information sur l'économie collective d'intérêt général :  
économie publique et économie sociale et solidaire.

Ses travaux se réalisent

à travers des réseaux nationaux et internationaux de chercheurs, publications, colloques, congrès mondiaux...

Ils contribuent à l'illustration, mais aussi à la promotion des entreprises et organisations  
qui partagent des valeurs de service de l'intérêt collectif, de non lucrativité et de démocratie économique.

Le CIRIEC est constitué de sections nationales et de membres associés (laboratoires, universités,...)

La section française, créée en 1950 par Léon JOUHAUX, prix Nobel de la paix,

est une association sans but lucratif composée d'adhérents, personnes physiques et morales.

Parmi ces dernières : entreprises publiques, organisations et entreprises de l'économie sociale et solidaire,  
organismes à gestion paritaire et syndicats.

Les ressources de l'association sont essentiellement constituées des cotisations de ses membres.

Les fonctions de ses responsables et animateurs sont bénévoles.

Le CIRIEC-France est présidé par Alain ARNAUD.

## **CIRIEC-France**

**7 passage Tenaille – 75014 Paris**

**Téléphone : 33 (0) 1 40 52 85 49**

**Courriel : [administration@ciriec-france.org](mailto:administration@ciriec-france.org)**

**Site web : [www.ciriec-france.fr](http://www.ciriec-france.fr)**



## **INFORMATIONS-ADHESIONS**

**[administration@ciriec-france.org](mailto:administration@ciriec-france.org)**

...

# **la Lettre du CIRIEC-France**

**Directeur légal de la publication : Alain ARNAUD - Directeur de la rédaction : Marcel CABALLERO**



Si vous souhaitez  
contribuer à la *Lettre du CIRIEC-France*  
**[marcel.caballero@club-internet.fr](mailto:marcel.caballero@club-internet.fr)**